

MANIFESTE DU BRUXELLOIS INTERNATIONAL

22 propositions politiques pour la Région de
Bruxelles-Capitale élaborées par les Bruxellois
Internationaux dans le cadre du projet
« *Live here. Speak, hear.* »

Avril 2022

LE MANIFESTE EN UN COUP D'OEIL

LES VOIX



1395 participants inscrits
+ 9710 votes



Bruxellois internationaux =
tous les résidents de Bruxelles
n'ayant pas la nationalité belge.



1 personne sur 3
vivant dans la Région de
Bruxelles-Capitale

LES OUTILS

1 plateforme
numérique

9 ateliers

22 PROPOSITIONS SUR 6 THÈMES

01

UNE VOIX POUR CHACUN

Comment donner la parole aux Bruxellois internationaux dans la politique régionale ?

02

DES SERVICES PUBLICS ACCESSIBLES

Comment faciliter l'interaction entre les nouveaux arrivants non Belges avec les pouvoirs publics ?

03

UNE MOBILITÉ MODERNE

Comment créer les transports de demain ?

04

DES ESPACES PUBLICS ACCUEILLANTS

Comment rendre nos rues, places et parcs plus accueillants et sûrs pour tous ?

05

UN ENDROIT OÙ VIVRE, UN LIEU POUR LA VIE

Comment faire en sorte que chacun puisse trouver un foyer abordable à Bruxelles ?

06

UNE VILLE PROPRE

Comment gérer les déchets et maintenir la ville propre ?

SOMMAIRE

P5 — AVANT-PROPOS

P8 — INTRODUCTION

**P11 — LES PROPOSITIONS POLITIQUES
EN BREF**

**P20 — LES PROPOSITIONS POLITIQUES
APPROFONDIES**

P35 — MÉTHODOLOGIE

P44 — CONCLUSION

AVANT-PROPOS

Alain Hutchinson

Commissaire bruxellois aux Organisations européennes et internationales

Bruxelles bouillonne de diversité. **Un habitant sur trois est un Bruxellois international, ayant la nationalité d'un pays autre que la Belgique**, et cette population diverse est tant un signe distinctif qu'une force vitale de notre Région. **Les Bruxellois internationaux sont une partie essentielle du tissu social et économique de Bruxelles**, ils sont présents dans tous les secteurs, dans tous les quartiers, tous les services. Cependant, ils sont nombreux à être ici pour le secteur international, à travailler dans ou autour des institutions européennes ou internationales que notre ville est si fière d'accueillir. J'ai fait l'expérience du dynamisme de ce secteur pendant mes années passées en tant que parlementaire européen et les recherches récentes de [commissioner.brussels](#) confirment son importance économique. Cette présence internationale génère jusqu'à 20 % de l'économie bruxelloise et 23 % de l'emploi régional.

Malgré cette contribution indispensable, les Bruxellois internationaux entretiennent un rapport complexe avec Bruxelles et son administration. **Ils construisent leur carrière, établissent leur foyer et s'impliquent dans la vie culturelle et sociale de la ville**. Cependant, ils doivent faire face à des services administratifs parfois difficiles à comprendre, voire dysfonctionnels pour ceux qui viennent de l'étranger. **Commissioner.brussels offre un soutien aux Bruxellois internationaux par le biais de notre Expat Welcome Desk**, nous connaissons donc les difficultés auxquelles cette communauté peut être confrontée. C'était la prochaine étape, difficile mais naturelle, que d'explorer de nouvelles pistes pour leur donner une voix dont ils sont actuellement privés dans la politique régionale.

En effet, les **non Belges n'ont pas le droit de vote aux élections régionales** et n'ont donc traditionnellement que peu d'occasions de peser sur les politiques qui déterminent leur vie quotidienne. La nécessité de résoudre ce **déficit démocratique** est claire depuis plusieurs années, mais peu de vrais progrès ont été réalisés depuis. Cependant, ces dernières années, de nouvelles solutions sont apparues pour l'inclusion politique des groupes privés de droits, grâce aux développements de **la consultation en ligne et aux approches participatives de la démocratie**. Bien qu'ils ne soient pas un substitut au droit de vote, ces projets peuvent être un complément à la démocratie représentative et un premier pas vers la participation électorale de ces groupes privés du droit de vote.

En tant que Commissaire du gouvernement bruxellois, je me réjouis que [commissioner.brussels](#) ait pris l'initiative d'**une audacieuse expérience de démocratie participative visant spécifiquement les Bruxellois internationaux**. Le résultat était un projet baptisé « *Live here. Speak, hear.* » Grâce à ce projet participatif innovant et passionnant, les Bruxellois internationaux ont travaillé ensemble à développer les propositions que vous pourrez lire dans le présent manifeste. Il constitue **un instantané fascinant des préoccupations et des espoirs de cette communauté diverse** et apporte des solutions créatives et pratiques. Les propositions de ce manifeste ne constituent en rien une position officielle ou une recommandation de [commissioner.brussels](#) en tant qu'institution, mais nous sommes fiers d'avoir accompagné les Bruxellois internationaux dans leur élaboration. Je les présente maintenant au Gouvernement régional et au Parlement bruxellois pour examen et j'attends avec impatience les prochaines étapes de ce processus important.

Pascal Smet

Secrétaire d'État bruxellois aux Relations européennes et internationales

Avec plus de 183 nationalités représentées, Bruxelles est **la ville la plus cosmopolite d'Europe**, la deuxième au niveau mondial. C'est un fait que nous, personnalités politiques, mettons souvent en avant avec fierté, et à raison. Et pourtant, bien que la présence de **la communauté internationale apporte sans aucun doute une contribution culturelle et économique très importante**, le simple fait qu'elle représente plus d'un tiers de notre population demande aussi que nos politiques tiennent compte de leurs demandes, de leurs intérêts et de leurs attentes.

En effet, cet avantage démographique unique est aussi un défi, car nous sommes face à un grave déficit démocratique, avec des citoyens non Belges qui ne jouissent toujours pas du droit de vote aux élections régionales. Si nous voulons que les Bruxellois internationaux deviennent de véritables ambassadeurs de notre ville, **notre mission en tant que politiques est qu'ils se sentent chez eux**, en commençant par les traiter de la sorte.

Tout en continuant à porter l'objectif à long terme du droit de vote régional, mon ambition au cours de mon mandat en tant que Secrétaire d'État aux Relations européennes et internationales est de **donner aux Bruxellois internationaux une voix pour se faire entendre**. C'est cette ambition qui m'a poussé à lancer le projet « *Live here. Speak, hear.* », qui a, pour la première fois, interrogé la communauté internationale sur sa vision et ses demandes vis-à-vis du Gouvernement bruxellois.

Ce manifeste est l'aboutissement d'**un processus de consultation réalisé sur une période de huit mois** avec la communauté des Bruxellois internationaux, lancé à mon initiative par le Commissaire bruxellois aux Organisations européennes et internationales. Les résultats nous montrent que, bien que **les Bruxellois internationaux soient confrontés à des problèmes et défis** intrinsèques à leur statut de résidents internationaux, pour nombre des principales politiques que nous menons en tant que gouvernement, leurs préoccupations sont les mêmes que celles de leurs voisins belges.

En effet, notre projet démontre que, d'une part, les Bruxellois internationaux ne sont toujours pas traités comme des citoyens à part entière, ils se sentent ignorés et demandent, à raison, **des formes de représentation plus institutionnalisées** tant que le droit de vote ne leur est pas accessible. Ils veulent des services publics plus visibles et accessibles, sans barrières bureaucratiques et linguistiques inutiles.

D'autre part, **ils rejoignent de nombreux autres Bruxellois dans leurs demandes d'avoir des rues plus propres, plus sûres et de meilleurs transports publics, davantage d'espaces publics verts de qualité, ou de développer des logements confortables et abordables dans des quartiers multifonctionnels**. Ils contribuent en effet à augmenter la pression et les exigences que les citoyens ont vis-à-vis des décideurs politiques pour qu'ils tiennent leurs promesses. Nous devrions pour cela leur en être reconnaissants, car cette consultation ne peut qu'aider à renforcer le soutien public aux ambitions de notre gouvernement.

Je ne suis pas peu fier des résultats de ce projet et ce processus productif et stimulant m'a convaincu de la nécessité de le consolider et de lui donner **une place permanente dans notre cycle politique annuel**. J'espère que ce manifeste déclenchera un débat riche et éclairé et encouragera les décideurs à mieux prendre en compte ces intérêts dans nos politiques. Ce n'est que comme ça que nous pourrions véritablement réaliser notre ambition d'être la ville la plus ouverte et cosmopolite d'Europe.

INTRODUCTION

Bruxelles est une ville à la diversité unique et qui tient un rôle important dans la gouvernance internationale. Ces deux caractéristiques sont liées, et nombre de Bruxellois internationaux vivent ici parce qu’eux-mêmes ou leurs proches travaillent dans une institution européenne ou internationale, ou dans l’une des innombrables administrations, entreprises privées ou ONG qui gravitent autour. Le secteur international revêt une importance énorme pour Bruxelles, et les chercheurs estiment qu’il génère environ 20 % du produit intérieur brut et 23 % des emplois de la Région de Bruxelles-Capitale¹.

Bien que représentant un pilier essentiel de la vie sociale, culturelle et économique de Bruxelles, cette communauté de non Belges ne jouit pas du droit de vote et ne peut pas se présenter aux élections régionales. Ce qui constitue un inquiétant déficit démocratique qui fait que la politique régionale se décide en bonne partie sans tenir compte des besoins et des attentes de la communauté internationale. Résoudre ce déficit a été identifié comme une priorité par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, comme le précise la déclaration de politique gouvernementale pour la législature 2019-2024². Un rôle spécial a été donné à *commissioner.brussels*, qui agit en tant que « facilitateur et intermédiaire entre les institutions et organisations européennes et internationales, leurs travailleurs résidant à Bruxelles et les administrations publiques bruxelloises ».

De cet engagement est né le projet de participation démocratique « *Live here. Speak, hear.* » Cette initiative, qui a rassemblé et développé les propositions politiques présentées dans le présent *Manifeste du Bruxellois international*, a constitué une première étape innovante et ambitieuse vers une région bruxelloise où la communauté internationale peut véritablement être entendue dans la politique régionale. Ce projet a été mis en place par *commissioner.brussels* sous la direction d’Alain Hutchinson, Commissaire bruxellois aux Organisations européennes et internationales, et est parrainé par le Secrétaire d’État aux Relations européennes et internationales de la Région de Bruxelles-Capitale, Pascal Smet. Deux agences neutres disposant d’une expertise dans l’organisation et la facilitation de processus participatifs ont accompagné le projet³.

Le projet « *Live here. Speak, hear.* » **s’est déroulé de mai à décembre 2021.** Différentes phases ont permis aux Bruxellois internationaux de contribuer via des activités en ligne ou en présentiel qui ont progressivement étayé les propositions du présent manifeste. **Ce projet était ouvert à tous les non Belges vivant à Bruxelles, mais ce sont surtout les Européens qui ont été visés en raison de leurs liens avec le secteur international.** Cette orientation est cohérente avec le mandat de *commissioner.brussels* et avec les engagements figurant dans la déclaration gouvernementale. **Les participants ont pu partager leur vision et leurs idées pour Bruxelles** sur des sujets sélectionnés suivant leur pertinence pour le public visé et les compétences politiques régionales. Ils ont cependant aussi pu faire entendre leurs préoccupations sur d’autres questions, et la série de propositions finales révèle un changement de priorité rendu possible par cette approche.

« *Live here. Speak, hear.* » **visait à ouvrir un nouvel espace démocratique permettant aux Bruxellois internationaux de faire entendre leur voix.** Au fil des débats et des discussions, les participants ont développé une série de propositions politiques claires, représentatives des préoccupations et des espoirs de leur communauté pour la ville. Il appartient désormais au Parlement bruxellois et au Gouvernement régional de les prendre dûment en considération et de les mettre en œuvre si possible. Le présent *Manifeste du Bruxellois international*, qui sera officiellement présenté au Parlement bruxellois lors de la Journée du Bruxellois international, marque l’aboutissement du projet « *Live here. Speak, hear.* » Ce n’est toutefois que le commencement d’une nouvelle ère de dialogue politique entre la Région de Bruxelles-Capitale et ses résidents internationaux.

1 Voir [Brussels, an International Capital, the figures 2020](#).

2 Voir [Déclaration de politique générale commune au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune](#) (p. 125).

3 Mòbius et CitizenLab

Le manifeste se présente comme suit. Le prochain chapitre présente les propositions politiques par ordre de détail croissant et constitue la majeure partie du document. Vient ensuite une explication de la méthodologie et du calendrier du projet « *Live here. Speak, hear.* » avant de terminer par une brève conclusion soulignant les principaux éléments à retenir.

PROPOSITIONS POLITIQUES

Les propositions politiques exposées ici sont le résultat tangible de « *Live here. Speak, hear.* » Grâce à une méthodologie rigoureuse et inclusive, ces propositions reflètent fidèlement les expériences et les attentes des participants. Bien que le cadre initial du processus ait défini quatre grandes questions permettant d'accueillir les préoccupations diverses des participants, ils disposaient également d'une grande liberté dans le débat et étaient invités à formuler toutes les propositions qu'ils souhaitaient. Les propositions les plus populaires offrent ainsi une image fidèle des espoirs et des préoccupations de la communauté internationale de Bruxelles. À l'issue de ce parcours, six thématiques politiques se sont finalement dégagées :

01

UNE VOIX POUR CHACUN

Comment donner la parole aux Bruxellois internationaux dans la politique régionale ?

02

DES SERVICES PUBLICS ACCESSIBLES

Comment faciliter l'interaction entre les nouveaux arrivants non Belges avec les pouvoirs publics ?

03

UNE MOBILITÉ MODERNE

Comment créer les transports de demain ?

04

DES ESPACES PUBLICS ACCUEILLANTS

Comment rendre nos rues, places et parcs plus accueillants et sûrs pour tous ?

05

UN ENDROIT OÙ VIVRE, UN LIEU POUR LA VIE

Comment faire en sorte que chacun puisse trouver un foyer abordable à Bruxelles ?

06

UNE VILLE PROPRE

Comment gérer les déchets et maintenir la ville propre ?

Bien que certaines de ces préoccupations montrent que les Bruxellois internationaux font face à des difficultés particulières liées à leur situation, d'autres sont proches de celles des Bruxellois belges. Néanmoins, cette perspective unique qu'amènent les Bruxellois internationaux permet de trouver des idées pertinentes et des solutions créatives. Les Bruxellois internationaux ont formulé des propositions politiques pour chacune de ces préoccupations. Elles sont brièvement reprises ici, par sujet, chacune sera ensuite présentée en détail au chapitre suivant.

**Nous,
Bruxellois
internationaux,
appelons
la Région de
Bruxelles-Capitale
à ...**

UNE VOIX POUR CHACUN

... nous donner une meilleure visibilité dans les débats publics et à prendre notre voix en compte dans le processus démocratique.

La communauté internationale représente une partie substantielle de la population bruxelloise, et elle veut être reconnue comme une part de la société. Les Bruxellois internationaux ne demandent pas un statut distinct mais bien un soutien ciblé pour assurer que leur voix soit entendue au même titre que celle de leurs voisins belges. En pratique, cela signifie obtenir le droit de vote aux élections régionales et l'opportunité de contribuer à la politique par le biais d'un processus participatif digne de ce nom.

PROPOSITIONS

- › **Donner le droit de vote régional à tous les Bruxellois internationaux enregistrés comme vivant à Bruxelles.** Ceci devrait être le cas pour tous les Bruxellois internationaux, et pas seulement pour les citoyens européens, et ce droit de vote devrait également inclure l'éligibilité.
- › **Faciliter l'exercice par les Bruxellois internationaux de leurs droits de vote existants aux élections européennes et communales :** inscription automatique sur les listes des électeurs à l'enregistrement, formation au système politique belge et à leurs droits et devoirs ; accès facilité aux informations en anglais sur les élections.
- › **Établir une assemblée consultative régionale composée de Belges et de non Belges** sélectionnés aléatoirement parmi tous les habitants de Bruxelles. Les sièges devraient être attribués de manière proportionnelle suivant la démographie de la Région, et l'assemblée devrait jouer un rôle consultatif officiel dans l'élaboration des politiques régionales.
- › **Créer un réseau des organisations socio-culturelles existantes représentant les Bruxellois internationaux.** Ce réseau pourrait être activé par la Région comme une voie de consultation des Bruxellois internationaux, et par les Bruxellois internationaux pour adresser des requêtes et des propositions aux autorités régionales.

DES SERVICES PUBLICS ACCESSIBLES

... faciliter nos contacts avec les administrations et services publics à Bruxelles

Les Bruxellois internationaux ne sont en aucun cas la seule communauté à rencontrer des difficultés pour accéder aux services publics ou effectuer des démarches administratives. Les difficultés à tous les niveaux dans les contacts avec l'administration publique restent cependant un problème récurrent. Ce problème est particulièrement difficile durant les premiers mois en Belgique, quand le nouveau résident doit s'inscrire et trouver ses marques, mais les Bruxellois internationaux peuvent connaître ces difficultés pendant plusieurs années. Les participants identifient deux principaux obstacles pour leur communauté.

- › **La barrière linguistique** : ne parlant souvent pas bien le français ou le néerlandais, les Bruxellois internationaux rencontrent des difficultés dans leurs contacts avec les fonctionnaires et pour la compréhension des documents officiels.
- › **La barrière bureaucratique** : avec ses 19 communes et son système de gouvernance complexe, le paysage institutionnel et administratif de Bruxelles a souvent de quoi laisser perplexe, il est opaque, voire peu accueillant envers les non Belges. Cela conduit à de nombreuses situations de détresse, mais la frustration est particulièrement grande face à l'énorme divergence des processus d'enregistrement auprès des communes.

Les propositions à ce sujet apportent des solutions concrètes pour aider les Bruxellois internationaux à surmonter ces difficultés, avec un accès facile à des services simplifiés, peu importe la langue qu'ils parlent à la maison.

PROPOSITIONS

- › **Faire de l'anglais une langue administrative officielle de la Région.** Ce qui implique de traduire en anglais tous les documents officiels et d'améliorer la connaissance de l'anglais par les fonctionnaires.
- › **Proposer des services professionnels d'interprétation par les services publics.** Les locuteurs non anglophones ont également besoin de pouvoir s'adresser aux administrations bruxelloises.
- › **Établir légalement un processus d'inscription standardisé à implémenter dans toutes les communes.** Une manière efficace de définir ce processus est de travailler de manière ascendante et d'impliquer toutes les parties prenantes.
- › **Créer un paquet d'accueil régional ou une brochure pour orienter les Bruxellois internationaux vers les services utiles.** Ce guide doit être facile à obtenir et distribué de manière proactive dans les endroits où se rendent les Bruxellois internationaux à leur arrivée à Bruxelles (employeurs, universités, communes...).

UNE MOBILITÉ MODERNE

... aider chacun à se déplacer facilement en ville.

La communauté internationale est largement répartie sur le territoire régional, et beaucoup de Bruxellois internationaux font la navette pour travailler dans des points nodaux comme le Quartier européen. La Région met déjà en œuvre des plans ambitieux pour transformer la mobilité urbaine, et les propositions des Bruxellois internationaux s'inscrivent largement dans cette vision globale. Ils appellent à une mobilité qui serait plus qu'un simple moyen de se déplacer dans la Région et qui bénéficierait aussi au bien-être, à l'inclusion sociale et à l'environnement.

PROPOSITIONS

- › **Réduire le nombre de voitures sur les routes.** En prenant des mesures restrictives, en soutenant les réseaux de transport public et en améliorant la coopération avec les autres régions du pays, Bruxelles pourrait réduire significativement le nombre de voitures sur les routes. Les trajets des habitants comme des navetteurs doivent être pris en compte à cet effet, et il faut s'assurer que chacun puisse toujours se rendre d'un point A à un point B.
- › **Investir dans des infrastructures vertes pour protéger les utilisateurs de la mobilité douce.** Les croisements entre différents modes de transport sont parmi les zones de circulation les plus dangereuses, mais des investissements stratégiques dans des infrastructures mises à jour pourraient sécuriser la mobilité pour tous.
- › **Améliorer la mobilité et l'accessibilité pour les piétons porteurs de handicap.** Les trottoirs sales ou endommagés doivent être réfectionnés ou nettoyés plus rapidement.

DES ESPACES PUBLICS ACCUEILLANTS

... aménager l'espace public de manière plus conviviale et efficace.

Ceux qui emménagent à Bruxelles disent souvent ne pas se sentir en sécurité dans les rues et les espaces publics, particulièrement les femmes. Ils sont aussi critiques en ce qui concerne le manque d'espaces sociaux extérieurs confortables et accueillants. Les Bruxellois internationaux ont des idées pratiques pour réimaginer Bruxelles en une ville où chacun se sentirait en sécurité pour se réunir ou passer du temps dehors. Une large majorité de l'espace public bruxellois étant actuellement occupée par les transports, ils soutiennent également les efforts visant à rendre ces espaces aux habitants.

PROPOSITIONS

- › **Installer des jardins communautaires modulaires et portables dans les rues apaisées.** Ce qui permettrait de verdurer la ville tout en offrant de nouvelles possibilités de lien social.
- › **Repenser, se réappropriier et réutiliser les places de stationnement en surface comme en sous-sol.** Un changement dans l'utilisation des sols libère de l'espace pour les équipements sociaux et culturels.
- › **Réformer le système de police.** Travailler à une gestion plus cohérente et intégrée des forces de police, sur le terrain comme en ligne, tout en luttant contre les discriminations dans ces services.
- › **Installer des systèmes d'éclairage publics intelligents,** avec un processus d'entretien efficient. L'éclairage améliore le sentiment de sécurité en soirée, et les technologies et l'entretien intelligents facilitent la gestion de l'éclairage public par la Région.

UN ENDROIT OÙ VIVRE, UN LIEU POUR LA VIE

... faire de Bruxelles une ville où chacun peut accéder à un logement abordable.

Le marché résidentiel bruxellois devient de plus en plus inaccessible, même pour ceux disposant d'un revenu moyen. Les loyers augmentent et la qualité des logements est aussi source de préoccupation. Certains quartiers manquent également d'infrastructures et de services pour les familles, ce qui les pousse à déménager vers la périphérie, aggravant encore les problèmes de mobilité. Qui plus est, les Bruxellois internationaux, et particulièrement les citoyens non européens, rencontrent des défis supplémentaires pour accéder au marché locatif. Les participants proposent des solutions pour limiter les loyers, faire revenir les familles à Bruxelles et simplifier les démarches pour trouver un premier foyer.

PROPOSITIONS

- › **Assurer que les loyers restent abordables.** Un juste prix doit être garanti grâce à une meilleure application des règles et un contrôle strict des indexations.
- › **Investir dans des infrastructures et services pour les familles, particulièrement dans le Quartier européen.** Par exemple des écoles, des plaines de jeux modernes, des bibliothèques et des promenades agréables.
- › **Accès facile au marché locatif pour les nouveaux arrivants.** Les Bruxellois internationaux veulent des informations plus claires sur le marché immobilier résidentiel et des règles précises sur la protection de la garantie locative.

UNE VILLE PROPRE

... faire de Bruxelles une ville propre où chacun traite l'environnement avec respect.

La propreté de l'espace public est un aspect essentiel d'une ville sûre et saine. Les rues et les parcs propres sont tout de suite plus attrayants et accueillants, un changement qui ne serait pas bénéfique qu'aux habitants mais qui améliorerait aussi la réputation de Bruxelles auprès des touristes et des voyageurs d'affaire. Les Bruxellois internationaux ont des propositions qui pourraient réduire la quantité de déchets dans l'espace public, mais ils suggèrent aussi des politiques pour améliorer la manière dont les pouvoirs publics nettoient nos rues.

PROPOSITIONS

- › **Promouvoir et soutenir les services de stewards de quartier.** Le développement communautaire (community building) est au cœur de la cohésion urbaine et de la convivialité, il alimente un sens d'appartenance et un respect mutuel qui encourage les habitants à mieux prendre soin de leur environnement.
- › **Mieux informer sur les produits réutilisables ou recyclables.** Les informations et initiatives relatives à la réutilisation ou au recyclage de matériaux sont actuellement fragmentées et difficiles à trouver.
- › **Mettre fin au système de collecte des déchets basé sur le dépôt de sacs plastiques en rue par les habitants.** Une solution serait d'installer dans toute la ville de grands conteneurs locaux et accessibles aux habitants.
- › **Renforcer la coordination entre Bruxelles Propreté et les acteurs communaux du nettoyage des rues.** Une meilleure coordination entre Bruxelles Propreté et les autres pouvoirs publics éviterait des situations comme le nettoyage des trottoirs juste avant la collecte des déchets.

PROPOSITIONS POLITIQUES APPROFONDIES

Le reste de ce chapitre présente en détail les propositions politiques développées par les Bruxellois internationaux dans le second et dernier cycle d'atelier en présentiel. Comme expliqué dans le chapitre dédié à la méthodologie, les participants à ces ateliers ont basé leurs propositions sur les idées soulevées sur la plateforme numérique et traitées dans le premier cycle d'ateliers. Ils ont été accompagnés dans leurs réflexions par des experts politiques et des facilitateurs professionnels, mais les idées et les termes sont d'eux. Ces propositions sont présentées ici exactement telles qu'elles ont été rédigées pendant les ateliers, sans modification autre que de légères corrections linguistiques. Il s'agit donc du résultat le plus brut du travail fourni par les Bruxellois internationaux dans le cadre du projet « *Live here. Speak, hear.* » mais ce document ne constitue en rien des positions ou exigences politiques de commissioner.brussels en tant qu'institution.

01

UNE VOIX POUR CHACUN

PROPOSITION
POLITIQUE 1

Le droit de vote

Pour répondre au défi suivant :

Impliquer systématiquement les Bruxellois internationaux dans la prise de décision.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Donner le droit de vote régional à tous les ressortissants internationaux domiciliés à Bruxelles, et pas seulement aux citoyens européens. Leur donner le droit de vote devrait également leur donner le droit d'être élus au niveau régional.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

Créer des listes mixtes (EN-FR-NL).

Nous présentons cette proposition car:

tous les habitants de Bruxelles devraient bénéficier d'une représentation égale et donner le droit de vote aux Bruxellois internationaux permettrait de mieux rendre compte de la réalité démographique de Bruxelles : une région qui compte une forte proportion de résidents internationaux.

PROPOSITION
POLITIQUE 2

Le devoir de voter

Pour répondre au défi suivant :

Renforcer la participation politique de la communauté internationale aux élections auxquelles elle peut déjà participer.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

En se domiciliant à Bruxelles, les ressortissants internationaux devraient :

- › Être inscrits automatiquement sur une liste électorale ;
- › Se voir proposer une formation sur le système politique belge et sur leurs droits et devoirs ;
- › Obtenir un accès facile à de la documentation, traduite en anglais, concernant les élections.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Mener une enquête sur les raisons pour lesquelles les Bruxellois internationaux ne participent actuellement pas en masse aux élections communales ;
- › Discuter des résultats de cette enquête et agir sur cette base ;
- › Développer et proposer de la documentation et des cours d'introduction au système politique belge ;
- › Simplifier les procédures d'inscription pour le vote aux élections communales.

Nous présentons cette proposition car:

nous croyons que la compréhension de la structure institutionnelle belge permettra aux Bruxellois internationaux de se sentir davantage responsables et impliqués dans le processus électoral. Si, dans un même temps, nous simplifions les démarches pour qu'ils puissent voter, nous aidons leur intégration dans la société belge et renforçons la démocratie.

Une nouvelle assemblée régionale des habitants

Pour répondre au défi suivant :

Renforcer les mécanismes de consultation au niveau régional.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Mettre sur pied une assemblée composée de Belges et de non Belges, sélectionnés par tirage au sort parmi tous les habitants de Bruxelles (proportionnellement à un facteur géographique), doté d'un rôle consultatif officiel dans le processus décisionnel de la Région.

Cette assemblée serait compétente pour les mêmes domaines de compétences que ceux de la Région elle-même. Ses discussions devraient faire suite à des idées/besoins exprimés par la population au sens large par le biais d'enquêtes participatives. Les personnes sélectionnées disposeraient d'un certain délai pour analyser les sujets en question et formuler des recommandations. Pour ce faire, les membres de ce groupe devraient être rémunérés/indemnisés.

Le gouvernement régional devrait prendre en considération les recommandations de cette assemblée : sa décision de ne pas appliquer les propositions de l'assemblée devra être formellement justifiée.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Déterminer certains critères de sélection des membres de l'assemblée ;
- › Mener des enquêtes régulières sur les sujets auxquels cette assemblée pourrait être confrontée ;

- › Prévoir un financement pour cette initiative afin d'indemniser ses membres et couvrir ses frais logistiques ;
- › Contacter des ONG/experts pour assister l'assemblée dans son travail.

Nous présentons cette proposition car:

il est nécessaire de compléter les structures représentatives existantes par des mécanismes délibératifs démocratiques. Cela contribuera à renforcer la légitimité démocratique du processus décisionnel de la Région. Peut-être que cela amènera également la Région à prendre de meilleures décisions, car elles seront informées par une grande diversité de personnes ayant des perspectives et expériences différentes. En outre, ce serait une merveilleuse opportunité pour les Bruxellois internationaux et la population belge de se rencontrer, améliorant ainsi l'intégration.

Si cette proposition devait ne pas être retenue, nous suggérons, en tant que Bruxellois internationaux, l'alternative suivante :

À défaut d'être institutionnalisées, toutes les initiatives de consultation organisées actuellement par la Région bruxelloise devraient au moins être ouvertes à tous les ressortissants internationaux et promues comme telles.

Pourquoi s'agit-il d'une option secondaire par rapport à la première ?

Parce que, en tant que participants, nous ignorons souvent quels sont les résultats concrets de ces initiatives consultatives. L'institution va-t-elle réellement appliquer nos recommandations ? Comment serons-nous en mesure de recevoir des informations sur ces développements ?

Parce que ces initiatives consultatives n'attirent que ceux qui ont le temps et l'énergie à y consacrer.

Un nouveau réseau de lobby

Pour répondre au défi suivant :

Faciliter les contacts de la Région avec la communauté internationale et renforcer sa capacité de lobbying.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Mettre en place un mécanisme de coordination des réseaux socio-culturels existants représentant les Bruxellois internationaux. Ce réseau pourrait être activé par la Région pour consulter les ressortissants internationaux et permettrait à ceux-ci de faire appel aux pouvoirs régionaux.

Des groupes de travail pourraient être formés avec des représentants de chaque groupe sur différents sujets.

Un financement et un soutien logistique devraient être proposés pour que les groupes se réunissent et s'organisent, pour lesquels ces groupes devraient se conformer à certaines obligations (p. ex. répondre à une initiative consultative régionale, promouvoir l'inclusion...).

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Recenser les groupes socio-culturels existants et leur impact ;
- › Entrer en contact avec ces groupes et définir un cadre de collaboration ;
- › Établir des groupes de travail sur la base des priorités régionales.

Nous présentons cette proposition car:

avec cette solution les Bruxellois internationaux peuvent faire entendre leurs préoccupations spécifiques à leur statut d'« étrangers ». En s'appuyant sur les structures et réseaux existants, il est plus facile (et donc moins cher) pour la Région de susciter l'engagement.

DES SERVICES PUBLICS ACCESSIBLES

PROPOSITION
POLITIQUE 5

L'anglais comme nouvelle langue officielle dans les administration bruxelloises

Pour répondre au défi suivant :

Proposer à tous les habitants des services administratifs dans une langue qu'ils comprennent.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Faire de l'anglais une langue administrative officielle de la Région.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Traduire en anglais tous les documents pertinents (pour ce faire, travailler collectivement et sur base des documents déjà traduits) ;
- › Considérer la connaissance des langues (EN + autres langues) comme un atout officiel dans le recrutement des fonctionnaires ;
- › Promouvoir des postes au sein des services publics auprès des ressortissants internationaux ;
- › Faciliter la formation linguistique continue des fonctionnaires (p. ex. via Brulingua) ;
- › Étendre à tous les services administratifs le système de « prime linguistique » actuellement en vigueur.

Nous présentons cette proposition car:

l'anglais étant maîtrisé par de nombreux ressortissants internationaux, l'ajouter comme langue administrative officielle de la Région serait la manière la plus efficace de s'assurer qu'ils aient accès aux informations essentielles. Cela susciterait la confiance, les ferait se sentir les bienvenus et les aiderait à éviter les quiproquos administratifs ou juridiques.

PROPOSITION
POLITIQUE 6

Des services d'interprétation gratuits

Pour répondre au défi suivant :

Proposer à tous les habitants des services administratifs dans une langue qu'ils comprennent.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Pour tous ceux qui ne parlent/comprennent pas l'anglais, proposer des services d'interprétation professionnels pour les services publics.

Nous présentons cette proposition car:

Parce qu'il importe de ne pas négliger la population qui ne connaît pas l'anglais. Eux aussi mérite d'avoir accès aux informations essentielles. Ce n'est pas seulement

important pour eux, mais aussi pour la communauté dans son ensemble (nous avons p. ex. vu durant la pandémie qu'il était extrêmement important de pouvoir s'adresser à ces personnes).

Si cette proposition devait ne pas être retenue, nous suggérons, en tant que Bruxellois internationaux, l'alternative suivante :

Remplacer les services professionnels par une réserve de volontaires connaissant plusieurs langues. Dans le cas où une langue donnée est demandée, toute administration pourra faire appel à cette réserve de volontaires.

Travailler avec des logiciels de traduction professionnels. Ils sont de plus en plus abordables, efficaces et fiables.

Procédures d'inscription standardisées

Pour répondre au défi suivant :

Simplifier l'inscription des nouveaux arrivants.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Établir légalement un processus d'inscription standardisé à implémenter dans toutes les communes.

Pour définir ce standard, il convient de procéder de manière bottom-up : en construisant ce processus avec le personnel des communes et toutes les autres parties prenantes (p. ex. la police).

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Mesurer et comparer la performance actuelle des communes en vue d'identifier les meilleures pratiques et de définir un objectif à atteindre ;
- › Organiser des tables rondes pour définir un processus d'inscription commun ;
- › Investir dans un système de base de données commun partagé pour toutes les parties prenantes (back-end) ;
- › Investir dans un service d'inscription en ligne partagé (front-end).

Nous présentons cette proposition car:

aujourd'hui l'inscription d'un résident international peut prendre plusieurs mois. Ce n'est pas acceptable, tant du point de vue du résident que de la commune (p. ex. perte de temps, de papier...). Une harmonisation des processus sur la base des meilleures pratiques entraîne des gains d'efficacité et diminue les coûts sur le long terme.

Si cette proposition devait ne pas être retenue, nous suggérons, en tant que Bruxellois internationaux, l'alternative suivante :

S'il n'est pas possible de changer la loi, encourager les communes à harmoniser leurs pratiques en mettant en œuvre les deux premières actions reprises ci-dessus.

Des informations plus accessibles

Pour répondre au défi suivant :

Renforcer la visibilité des services/informations (existants) proposés aux nouveaux arrivants (p. ex. documentation proposée par commissioner.brussels).

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Créer un paquet/une brochure d'accueil régional pour orienter les Bruxellois internationaux vers les services utiles. Distribuer ce guide aux différents points d'entrée des arrivées internationales à Bruxelles (p. ex. employeurs, universités, communes,...).

Nous présentons cette proposition car:

s'il existe déjà de nombreux services et sources de qualités, ceux-ci ne sont pas assez connus dans la communauté internationale. Assurons la promotion de l'offre existante par les canaux adéquats.

03

UNE MOBILITÉ MODERNE

Réduire le nombre de voitures en ville

Pour répondre au défi suivant :

- › Réduire le nombre de voiture faisant la navette vers la ville.
- › Réduire le nombre de voiture utilisées par les habitants de Bruxelles.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

- › Mettre en place des obstacles financiers à la voiture en ville.
- › Créer des connexions de qualité entre Bruxelles et les réseaux régionaux.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Proposer une subvention aux usagers réguliers des transports publics et à ceux qui se rendent à vélo ou à pied à leur travail ;
- › Rendre les espaces de stationnement des entreprises plus rares et plus chers (p. ex. via une nouvelle taxe sur les espaces de stationnement) ;
- › Mettre fin à l'avantage fiscal des voitures de société ;
- › Mettre en place un péage urbain (p. ex. une taxe à l'entrée de Bruxelles ou par kilomètre roulé dans la ville) ;
- › Proposer un ticket unique pour tous les modes de transport public ;
- › Mettre en place une plateforme d'information unique pour les correspondances ;
- › Se coordonner avec la Flandre et la Wallonie pour relier les autoroutes cyclistes au centre de Bruxelles ;
- › Augmenter le nombre de trains S dans et autour de Bruxelles ;
- › Finaliser le projet RER ;
- › Concevoir davantage de zones piétonnes et de quartiers apaisés.

Interaction entre différentes formes de transport

Pour répondre au défi suivant :

Les zones où se croisent différents types de transport présentent un certain danger.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Une solution permanente pour les croisements dangereux de différents types de transports.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Améliorer la signalisation sur les pistes cyclables bidirectionnelles ;
- › Des séparations au moyen de bacs à fleurs ;
- › La séparation des piétons et des cyclistes ;
- › Sécuriser les croisements.

Nous présentons cette proposition car:

elle améliorerait l'image de la ville, créerait un cadre positif pour les cyclistes, les piétons ainsi que les automobilistes. Elle améliorerait la qualité de l'air et ferait de Bruxelles une ville plus verte.

Si cette proposition devait ne pas être retenue, nous suggérons, en tant que Bruxellois internationaux, l'alternative suivante :

Cette proposition pourrait être partiellement mise en œuvre ou pourrait être remplacée par la plantation d'arbres au lieu de l'installation de bacs à fleurs.

Améliorer la qualité des trottoirs

Pour répondre au défi suivant :

L'accessibilité pour les piétons.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Améliorer la qualité des trottoirs.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Davantage de moyens pour l'entretien ;
- › Des nettoyages plus réguliers ;
- › Remplacer les pavés ;
- › Améliorer la collecte des déchets.

Nous présentons cette proposition car:

elle améliorerait l'accessibilité pour tous, notamment pour les personnes porteuses de handicap ou les familles avec poussettes.

DES ESPACES PUBLICS ACCUEILLANTS

PROPOSITION POLITIQUE 12

Une ville verte

Pour répondre au défi suivant :

Faire d'une ville morne une ville verte et agréable.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Installer des jardins communautaires modulaires et portables dans les rues apaisées.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Identifier les rues/places adéquates avec les riverains ;
- › Des projets pilotes suivis d'une évaluation de l'impact avec les riverains ;
- › Étendre le concept à une plus large série de rues ;
- › Mettre en place un mécanisme (en collaboration avec les riverains) pour l'entretien de ces infrastructures ;
- › Organiser des événements culturels dans ces nouveaux espaces verts.

Nous présentons cette proposition car:

Bruxelles a besoin de davantage d'espaces verts pour améliorer la qualité de vie de ses habitants et trouver des moyens de mieux gérer les vagues de chaleur. Les jardins communautaires aident à créer du lien entre les habitants. Ces nouveaux espaces offrent de la place pour des événements culturels. Ils pourraient aussi apporter une solution efficace pour augmenter la taille des terrasses des restaurants en cette période de pandémie.

Si cette proposition devait ne pas être retenue, nous suggérons, en tant que Bruxellois internationaux, l'alternative suivante :

- › Mettre en place des incitants fiscaux pour les immeubles d'appartements proposant des toitures vertes accessibles aux habitants.
- › Introduire des exigences pour que les bâtiments existants convertissent leur toiture plate en espace vert.
- › Réhabiliter les bâtiments abandonnés en serres ouvertes au public.

PROPOSITION POLITIQUE 13

Des parcs d'agrément

Pour répondre au défi suivant :

Une ville pleine de parking mais manquant d'espace de rencontre pour les habitants

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Transformer les parkings en espaces culturels (p. ex. clubs pop-up)

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Identification et évaluation des espaces de stationnement ;
- › Consultation (multi parties prenantes) sur la réappropriation de ces espaces ;
- › Projets pilotes dans plusieurs communes ;
- › Évaluation pour le développement d'une stratégie régionale bruxelloise et un plan d'action basé sur les faits ;
- › Appel à projets culturels.

Nous présentons cette proposition car:

nous ressentons le besoin de repenser la manière dont sont utilisés les espaces publics de stationnement en vue de ramener de la vie dans la ville et de répondre aux problèmes de mobilité.

PROPOSITION
POLITIQUE 14

Une ville sûre

Pour répondre au défi suivant :

Le sentiment d'insécurité à Bruxelles.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Restructurer le système de police.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Intégrer les systèmes IT et centraliser l'information ;
- › Créer un système numérique de signalement et de suivi ;
- › Combattre les discriminations et le racisme au sein des forces de police.

PROPOSITION
POLITIQUE 15

Une ville lumineuse

Pour répondre au défi suivant :

Les rues sombres sont des rues dangereuses.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Investir dans un système d'éclairage public intelligent, avec un entretien rapide et un mécanisme de signalement des dégâts.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Consulter la communauté pour identifier les zones prioritaires ;
- › Développer un mécanisme d'entretien et de signalement pour l'éclairage existant dans tout Bruxelles ;
- › Déployer une infrastructure d'éclairage intelligent dans toute la région.

Nous présentons cette proposition car:

l'éclairage public améliore le sentiment de sécurité.

UN ENDROIT OÙ VIVRE, UN LIEU POUR LA VIE

PROPOSITION
POLITIQUE 16

Des solutions de logements abordables

Pour répondre au défi suivant :

La difficulté croissante d'acheter ou de louer un logement de qualité à un prix raisonnable, même pour la classe moyenne.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Plafonnement des loyers à des niveaux abordables.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Introduire une législation pour geler les loyers pour une période limitée ;
- › Développer un cadre d'évaluation de la qualité des logements ;
- › Créer un organisme d'inspection des logements locatifs et faire appliquer les lois en matière de logement ;
- › Dresser l'inventaire du parc immobilier résidentiel bruxellois ;
- › Fixer un prix juste pour un certain niveau de qualité ;
- › Introduire une législation pour interdire les augmentations de loyer avec un même locataire ;
- › Introduire une législation pour imposer un pourcentage maximal d'augmentation du loyer lors d'un changement de locataire, en tenant compte des coûts d'exploitation.

Nous présentons cette proposition car:

même les personnes disposant d'un revenu décent ne trouvent plus de logements abordables, ce qui nuit à l'attractivité de Bruxelles pour les nouveaux arrivants. Ce qui est également problématique en termes de mobilité puisque les travailleurs doivent donc faire la navette pour aller travailler en ville.

Si cette proposition devait ne pas être retenue, nous suggérons, en tant que Bruxellois internationaux, les alternatives suivantes :

Une compensation fiscale limitée dans le temps pour les propriétaires bailleurs qui réduisent leurs loyers (un incitant fiscal).

PROPOSITION
POLITIQUE 17

Un Quartier européen plein de vie

Pour répondre au défi suivant :

Transformer le Quartier européen en un quartier accueillant pour les familles.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Investir dans des infrastructures et services pour les familles dans cette zone.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Créer une école européenne dans ce quartier (p. ex. autour du square de Meeûs) ;
- › Construire des plaines de jeux modernes ;
- › Ouvrir une bibliothèque ;
- › Concevoir des promenades agréables, avec une signalétique esthétique pour mieux s'orienter dans le quartier.

Nous présentons cette proposition car:

Pour permettre aux travailleurs européens de vivre et de travailler dans cette zone. Ce faisant, ils n'auront plus à faire la navette à partir des autres communes, résolvant ainsi certains des problèmes de mobilité.

PROPOSITION
POLITIQUE 18

Un marché immobilier résidentiel équitable pour les nouveaux arrivants internationaux

Pour répondre au défi suivant :

La difficulté pour les nouveaux arrivants internationaux d'accéder au marché locatif bruxellois.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons les propositions suivantes :

- › Étendre le système de la carte orange pour permettre aux nouveaux arrivants du monde entier de constituer une garantie locative (comptes bloqués) à leur arrivée en Belgique ;
- › Créer une plateforme en ligne centralisée et multilingue (p. ex. NL, FR, EN, DE, arabe...) sur laquelle les nouveaux arrivants peuvent trouver des informations sur les règles en matière de location, des contrats-types, une carte interactive des quartiers de Bruxelles, des annonces de logement, des questions/réponses...

UNE VILLE PROPRE

PROPOSITION
POLITIQUE 19

Des stewards locaux

Pour répondre au défi suivant :

Pour renforcer l'engagement des locaux dans la propreté des rues.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Promouvoir et soutenir les services de stewards gérés au niveau des quartiers.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Créer des financements ou les augmenter pour les associations en vue de l'organisation d'activités de quartier ;
- › Développer des capacités pour que les associations organisent des services d'accueil et opèrent suivant une logique consultative.

Nous présentons cette proposition car:

le développement communautaire est au cœur de la cohésion et de la convivialité urbaines. Il nourrit un sentiment d'appartenance et de respect qui contribue à créer une société meilleure pour tous.

PROPOSITION
POLITIQUE 20

Informez notre société sur l'économie circulaire

Pour répondre au défi suivant :

La surproduction de déchets et l'économie non circulaire

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Mieux informer sur les biens réutilisables ou recyclables

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Dresser l'inventaire des initiatives locales en vue de faire se rencontrer l'offre et la demande de biens réutilisés et recyclés ;
- › Lancer une campagne d'information à destination des habitants.

Nous présentons cette proposition car:

les informations et initiatives relatives à la réutilisation ou au recyclage sont actuellement fragmentées et difficiles à trouver.

Remplacer les sacs en plastique pour la collecte des déchets

Pour répondre au défi suivant :

Nous utilisons des sacs plastiques à usage unique pour jeter des plastiques à usage unique. Plutôt étrange, n'est-ce pas ?

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Passer d'une collecte de sacs au porte-à-porte à l'utilisation de conteneurs dans la rue.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Cartographier les rues : quel type de conteneur (en surface ou enterrés) ? Combien de conteneurs ? Où les placer ?
- › Prioriser le déploiement de ce plan ;
- › Adapter progressivement les véhicules et conteneurs de Bruxelles Propreté ;
- › Transformer des espaces de stationnement en point de collecte des déchets.

Nous présentons cette proposition car:

les sacs sont laids et incitent aux incivilités.

Si cette proposition devait ne pas être retenue, nous suggérons, en tant que Bruxellois internationaux, les alternatives suivantes :

- › Changer le système de gestion des déchets seulement dans les zones où le problème des déchets est le plus prononcé (zones mixtes denses).
- › Adapter la fréquence de collecte suivant la zone (p. ex. les quartiers denses avec beaucoup de commerces devraient bénéficier de collectes plus fréquentes que les quartiers résidentiels moins denses).

Renforcer la coordination entre les services régionaux et communaux

Pour répondre au défi suivant :

Les trottoirs sont souvent sales en raison des déchets.

En tant que Bruxellois internationaux, nous formulons la proposition suivante :

Renforcer la coordination entre les services de propreté régionaux (Bruxelles Propreté) et les acteurs communaux du nettoyage des rues.

Si notre proposition devait être mise en œuvre, il faudrait :

- › Renforcer les effectifs de Bruxelles Propreté pour faire la liaison avec les communes.
- › Engager davantage de personnel au niveau des communes pour l'éducation locale.
- › Que les communes planifient de sorte que leurs équipes de propreté passent après la collecte de Bruxelles Propreté. Organiser une table ronde entre Bruxelles Propreté, les communes et les comités de quartier.

Nous présentons cette proposition car:

Car les horaires de nettoyage des différents services publics manquent de coordination. Il arrive que les rues soient balayées juste avant la collecte des déchets, avec à la clé des rues sales.

MÉTHODOLOGIE

Les propositions politiques évoquées dans le présent *Manifeste du Bruxellois international* sont le résultat d'un projet participatif démocratique qui s'est tenu entre mai et décembre 2021 : « *Live here. Speak, hear.* » Lancée dans un contexte incertain, marquée par la pandémie de COVID-19, cette initiative a été organisée suivant un mode hybride, combinant activités en ligne et activités en présentiel. Ce projet ambitieux en plusieurs étapes est allé au-delà de la consultation classique pour entrer dans le domaine de la cocréation politique démocratique. Grâce à une campagne de communication réussie, c'est une communauté cible importante et diverse qui s'est inscrite et a participé à ces différentes étapes.

« *Live here. Speak, hear.* » s'est déroulé en quatre phases complémentaires décrites ci-dessous. Les résultats de chacune de ces phases ont servi de base à la suivante, en adoptant des approches démocratiques et participatives pour l'organisation et le filtrage des idées à chaque étape. Cela explique que les propositions finales rédigées dans les ateliers sont toujours cohérentes avec les demandes initiales récoltées sur la plateforme en ligne.

La portée initiale de *Live here. Speak, hear.*

Dès le départ, ce projet a été conçu pour que les Bruxellois internationaux participants en gardent au maximum le contrôle. Cette liberté a permis de faire émerger les véritables préoccupations et espoirs de cette communauté dans les idées et discussions abordées. Cependant, il était bien entendu nécessaire de fixer un cadre pour accompagner la mise en place et la promotion de la plateforme et pour stimuler les contributions initiales.

Public cible

La participation à la plateforme numérique et aux ateliers était ouverte à tous les Bruxellois internationaux (les « nouveaux belges » qui sont nés et ont grandi à l'étranger mais qui ont obtenu la nationalité belge inclus). Toutefois, conformément au programme politique général du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour la législature 2019-2024, *commissioner.brussels* dispose d'un mandat particulier pour faciliter et intervenir en tant que médiateur dans les relations entre les pouvoirs régionaux et les habitants internationaux de Bruxelles. Le public cible était donc les non-Belges qui vivent à Bruxelles depuis au moins deux ans en raison de leurs liens professionnels ou familiaux avec le secteur international (les institutions européennes, les organisations internationales et gouvernementales, et les entreprises qui gravitent autour de celles-ci). Les activités de communication et de promotion, y compris la publicité sur les réseaux sociaux, ciblaient spécifiquement ce groupe cible, souvent qualifié d'« expats ». Les données recueillies indiquent une diversité satisfaisante de participants en termes de genre, d'âge, de situation professionnelle et de nationalité, avec une participation équilibrée entre citoyens européens et non européens.

Thématiques

L'objectif était de récolter des propositions claires sur des sujets relevant des compétences régionales (la plateforme précisait ces domaines de compétence). Cependant, étant donné que le public cible n'est pas bien au fait des questions précises sur lesquelles le pouvoir régional peut agir, ni la plateforme ni les ateliers n'ont rejeté les idées touchant aux compétences relevant des communes, des communautés ou du fédéral. La phase initiale en ligne invitait les participants à aborder les sujets dont on sait qu'ils revêtent une importance particulière pour la communauté internationale de Bruxelles et pour lesquels la Région dispose de compétences notables. Celles-ci ont été divisées en plusieurs grandes questions :

- › Comment accueilleriez-vous de nouveaux Bruxellois internationaux?
- › Comment le quartier européen pourrait-il être amélioré?
- › Comment donner une voix aux Bruxellois internationaux ?

Les participants ont également eu l'opportunité de faire entendre d'autres préoccupations dans la question plus large « Quelle est la priorité pour les Bruxellois internationaux ? ». Ces quatre questions ont servi de base à la première série d'ateliers, alors que la seconde série et les propositions finales du présent manifeste s'organisent autour de six thématiques politiques plus spécifiques. Même si le Quartier européen revient souvent dans les propositions politiques, il n'est qu'un laboratoire potentiel d'action et de mise en œuvre de celles-ci.

Approche

Cette campagne de participation a adopté une stratégie en entonnoir. À travers les quatre étapes, un grand nombre d'idées initiales provenant d'un large public ont été agrégées, raffinées, éliminées et mises à l'épreuve pour développer une série de propositions politiques solides. L'approche précise de ces quatre phases est décrite en détail ci-dessous.

Calendrier

mai - décembre 2021

Cette période a offert le temps suffisant pour trouver et motiver les participants, sans long moment d'inactivité susceptible de voir s'évaporer l'enthousiasme et l'intérêt de départ.

Rassembler les idées

JUIN - SEPTEMBRE 2021

Objectif

Rassembler les idées, les préoccupations et demandes des Bruxellois internationaux sur des sujets pertinents pour eux.

Méthode

La consultation en ligne à travers la plateforme de participation a été lancée. Cette plateforme était accessible à notre public cible à l'issue d'un simple processus d'inscription visant à vérifier leurs données démographiques. Cette approche numérique a permis à un large éventail de personnes de participer. La plateforme est restée active tout au long du projet, même si elle n'a été exploitée que pour les deux premières phases (pour les phases 3 et 4 elle jouait un simple rôle d'outil de communication avec le public cible).

Résultats

253 contributions, dont la plupart contenaient plusieurs idées distinctes sur la manière d'améliorer Bruxelles et sa politique.

Nombre d'idées par thème

Comment donner une voix aux Bruxellois internationaux ?

 25

Comment le quartier européen pourrait-il être amélioré ?

 121

Comment accueilleriez-vous de nouveaux Bruxellois internationaux ?

 37

Quelle est la priorité pour les Bruxellois internationaux ?

 70

Vote

OCTOBRE 2021

Objectif

Prioriser et filtrer de manière démocratique et participative les idées proposées lors de la Phase 1.

Méthode

Les Bruxellois internationaux ont été invités à voter pour leurs contributions favorites sur la plateforme numérique « *Live here. Speak, hear.* » Les participants ont pu exprimer un vote pour ou contre chaque idée.

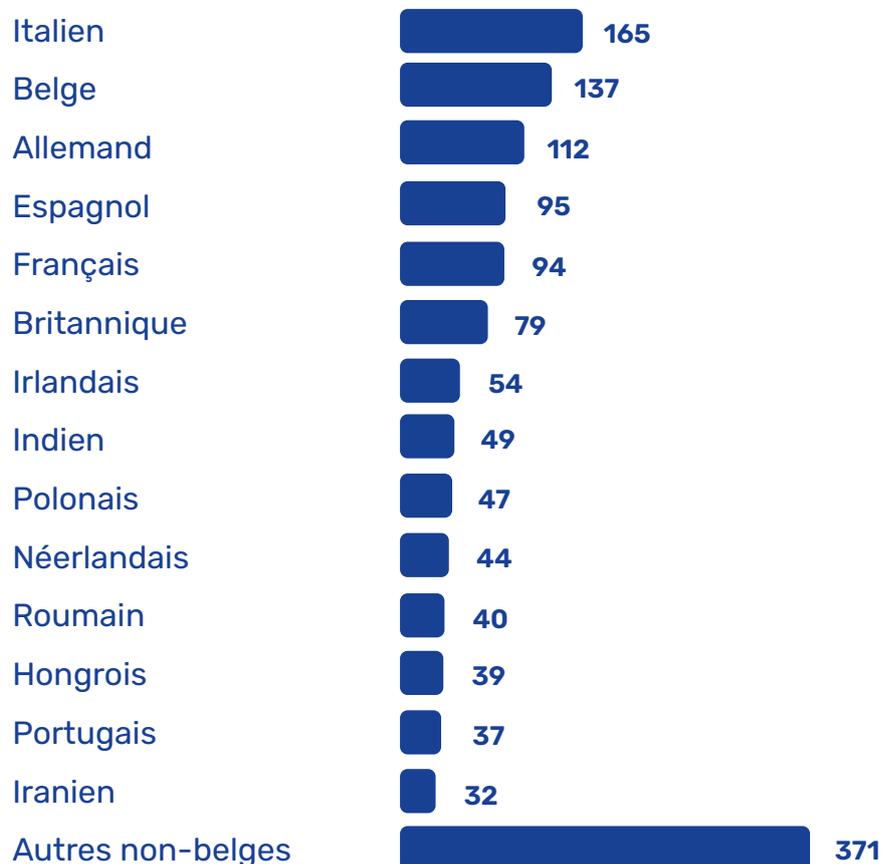
Participants

À la fin de la phase de vote, 1395 personnes étaient inscrites sur la plateforme numérique. D'après CitizenLab, l'opérateur de la plateforme, ce nombre correspond à une participation moyenne sur ce type de plateforme participative (+/- 1400 utilisateurs sur les plateformes actives lancées par des organisations non-communales).

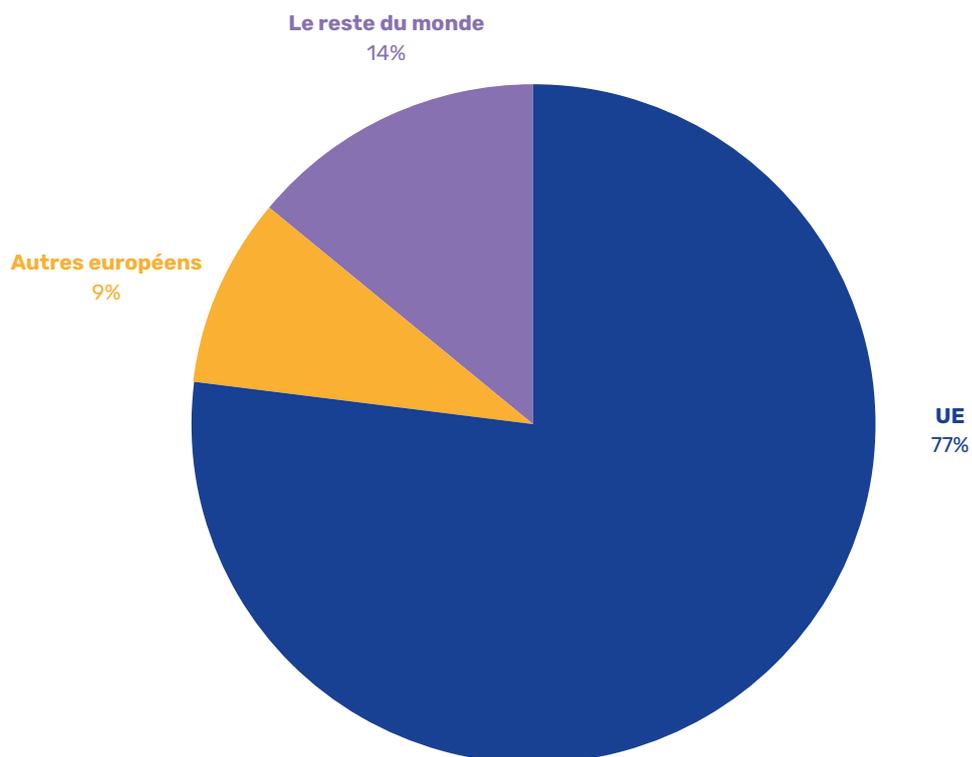
Résultats

9710 votes. Ces résultats ont servi à classer les idées et à les pondérer pour la Phase 3.

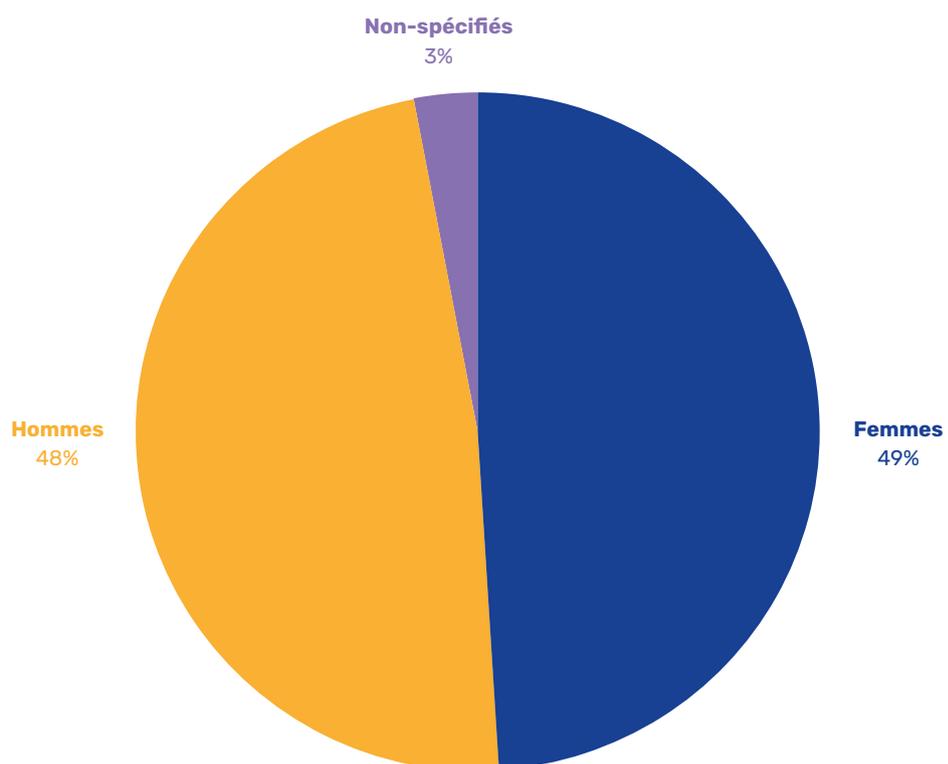
Participants inscrits par nationalité



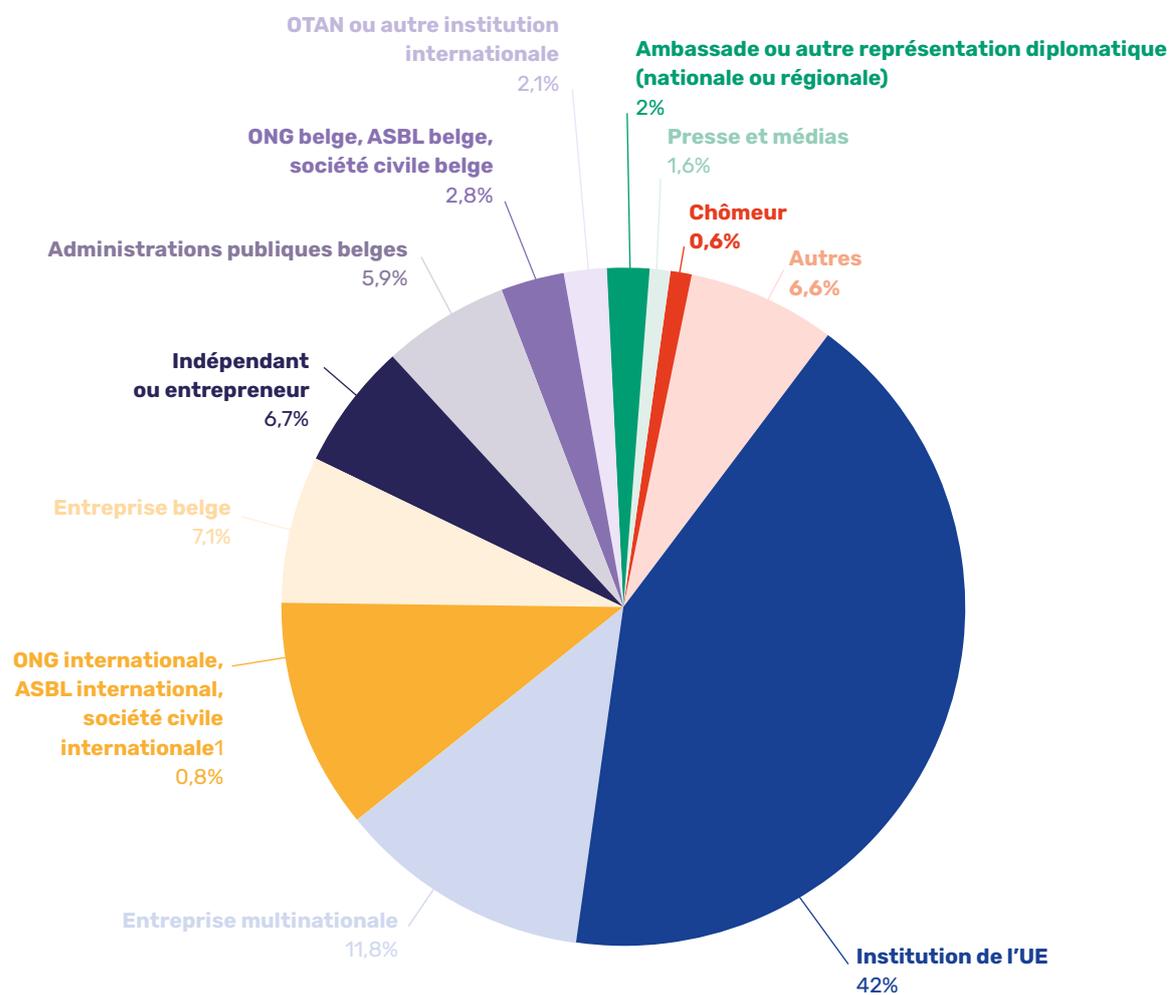
Participants inscrits par région



Participants inscrits par genre



Participants inscrits par type d'employeur (si connu)



Des idées aux solutions

NOVEMBRE 2021

Objectif

Travailler avec les Bruxellois internationaux pour développer les idées formulées sur la plateforme en une cartographie des préoccupations et des solutions proposées.

Méthode

Trois ateliers utilisant l'approche « World Café », une technique de brainstorming qui favorise l'intelligence collective. Après plusieurs rondes de discussion, les participants ont eu l'occasion d'intervenir sur les sujets qui leur tenaient le plus à cœur, filtrant et regroupant les idées de la plateforme numérique. Chaque table disposait d'un facilitateur expert faisant office de modérateur, pour veiller à ce que les groupes ne s'écartent pas du sujet et prendre des notes, mais ce sont les participants qui étaient à la barre en ce qui concerne le contenu.

Participants

184 inscrits pour participer aux trois sessions. Cette phase était construite autour d'ateliers en présentiel proposant des interactions structurées et créatives, c'est pourquoi la participation a été délibérément plafonnée.

Résultats

Après trois soirées de débats animés, les participants ont développé 166 solutions constructives sur les six thèmes qui structurent le présent manifeste.



Des solutions aux propositions politiques

DÉCEMBRE 2021

Objectif

Retravailler les solutions développées à la phase précédente pour en faire une série de propositions politiques réalistes, concrètes et cohérentes.

Méthode

Six ateliers de rédaction, un par thématique politique défini pendant la première série d'ateliers. Durant ces sessions, les participants étaient assis à table avec des experts universitaires spécialisés dans les questions discutées⁴. L'objectif en invitant ces experts autour de la table était de permettre aux participants d'ancrer leur travail de rédaction dans une évaluation des politiques existantes, des meilleures pratiques et des défis institutionnels. Le domaine d'expertise de ces universitaires a permis aux participants d'enrichir leurs propositions, sans pour autant intervenir dans le processus décisionnel. Dans leurs réflexions, les participants ont également été guidés afin de décomposer les différents aspects de la proposition politique (en proposant notamment une définition claire, un calendrier d'actions et des alternatives potentielles).

Participants

45 participants inscrits pour les six sessions. Cette fois encore, l'ambition était de travailler en petits groupes, un cadre qui facilite le compromis et la collaboration pour la rédaction de propositions.

Résultats

22 propositions politiques, telles que présentées dans le *Manifeste du Bruxellois* international.



⁴ Pr. Dr. Eric Corijn (VUB),
Dr. J-P. De Visscher (UCL),
Pr. Dr. Imre Keseru (VUB),
Pr. Dr. Dave Sinardet (VUB),
Dr. Nele Aernouts (VUB),
Dr. Andrea Bortolotti (ULB),
Pr. Dr. Philippe Van Parijs (UCL).

CONCLUSION

L'objectif premier de « *Live here. Speak, hear.* » est de donner aux Bruxellois internationaux la chance de se faire entendre et de partager leur vision pour la Région. Compte tenu de cet objectif, **nous pouvons certainement nous réjouir des résultats**. La campagne a touché une grande partie de la communauté internationale (près de 2000 personnes se sont engagées dans le processus en ligne et dans les ateliers). Les participants ont travaillé ensemble à développer **des propositions qui sont à la fois judicieuses, pratiques et porteuses d'espérance**.

Le message principal qui en est ressorti est que les Bruxellois internationaux aspirent à renforcer la position de Bruxelles en tant que **région accueillante, verte et conviviale**. Bien qu'ayant certaines demandes spécifiques en lien avec leur statut de nouveaux arrivants, surtout en ce qui concerne l'accès aux services publics, la plupart de leurs recommandations concernent des défis auxquels tous les bruxellois sont confrontés. Ces propositions sont désormais prêtes à être présentées, évaluées et mises en œuvre par les pouvoirs régionaux.

De manière plus générale, nous voyons que les Bruxellois internationaux ne sont pas des étrangers de passage mais sont au contraire profondément **engagés dans la vie bruxelloise**. Cette confirmation de l'engagement des Bruxellois internationaux envers la Région est également un résultat essentiel du projet. « *Live here. Speak, hear.* » a été l'opportunité pour la Région de Bruxelles-Capitale de développer de nouvelles manières d'interagir avec la communauté internationale, et le processus a fait ses preuves. Malgré l'absence de droit de vote, les Bruxellois internationaux ont prouvé qu'ils sont intéressés par la politique régionale et qu'ils souhaitent être entendus dans les débats politiques. De plus, **leurs origines peuvent représenter un atout majeur dans le débat**, permettant une perspective nouvelle et une réflexion approfondie sur les défis politiques de la Région.

Pour l'avenir, les Bruxellois internationaux sont désireux d'approfondir cet engagement et de prendre une part plus active dans la politique régionale. D'une part, il y a clairement **la demande d'obtenir le droit de vote au niveau régional**. D'autre part, il y a **le désir de poursuivre l'approche participative** sous-jacente à « *Live here. Speak, hear.* » Ce premier projet repousse les frontières de la participation démocratique, avec des Bruxellois internationaux rédigeant des propositions politiques concrètes. À l'avenir, il sera possible d'expérimenter des approches plus durables qui maintiendront l'ambition et la large portée du projet dans un cadre institutionnel plus stable. À tout le moins, nous espérons que ce processus a grandement renforcé, chez les décideurs politiques bruxellois, l'importance de tenir compte des résidents non belges, de leurs préoccupations et de leurs idées.

Et pour la suite ?

Le présent manifeste sera lancé et présenté au Parlement bruxellois lors de la Journée du Bruxellois international. Cet événement marquera l'aboutissement du projet « *Live here. Speak, hear.* » mais ce n'est que le début d'un nouveau chapitre passionnant pour les Bruxellois internationaux et leur Brussels Voice ! Les prochaines étapes sont entre les mains des pouvoirs régionaux et des Bruxellois internationaux eux-mêmes, mais il y a deux interrogations à garder à l'esprit :

1. Que faire des propositions de ce manifeste ?

Maintenant que les Bruxellois internationaux se sont exprimés, il importe que le Gouvernement et le Parlement bruxellois les entendent et leur répondent. Quelles propositions peuvent être mises en œuvre, et quand ? Lesquelles ne peuvent être appliquées en l'état, mais révèlent des espoirs et préoccupations sur lesquels la Région peut agir ? La balle est désormais dans le camp des décideurs politiques.

2. Quel avenir pour la participation démocratique des Bruxellois internationaux

La réponse à « *Live here. Speak, hear.* » et l'engagement des participants ont démontré que la communauté internationale souhaite avoir une véritable voix dans la politique régionale. Quelle forme prendra ce processus à l'avenir ? C'est un sujet pour de futures négociations entre décideurs politiques et Bruxellois internationaux. Cependant, il existe déjà certaines propositions et principes dans le présent manifeste.

Bien entendu, **aucun processus démocratique n'est parfait** et ce projet participatif connaît également ses propres limites. En termes de représentativité, il nous faut admettre que le présent document n'a été produit et validé que par une faible proportion du groupe cible, bien inférieure au pourcentage de la population qui prend part aux élections (obligatoires). L'échantillon du groupe cible qui a participé peut également ne pas être véritablement représentatif, ceci dû à des facteurs liés notamment à la disponibilité, à la langue et aux connaissances numériques, qui biaisent l'échantillon. Il conviendrait également de se poser **des questions sur la définition exacte d'un Bruxellois international**, car il existe une tension entre une définition large et un profil socio-économique plus étroit. En d'autres termes, ce qui est présenté dans le présent document ne représente pas les opinions de tous les ressortissants internationaux vivant à Bruxelles. Il faut aussi noter que le *Manifeste du Bruxellois international* couvre divers thématiques politiques identifiées par le groupe de projet et les participants, mais ne porte pas sur l'ensemble des compétences régionales. De la même manière, la flexibilité de la méthodologie et le fait que les participants ont démarré leur réflexion partant de leurs propres expériences et difficultés signifient que les propositions n'ont pas été budgétisées et concernent souvent des compétences liées à plusieurs niveaux institutionnels.

Néanmoins, le processus lui-même et les propositions qu'il a générées ont créé **une réflexion riche et significative dans une communauté si essentielle à Bruxelles** et à sa place en tant que ville cosmopolite. Cela ouvre également la voie vers une relation plus étroite entre les pouvoirs publics régionaux et la communauté internationale. Gardant ceci à l'esprit, rien de plus légitime que de conclure le présent manifeste par un message final de la part des Bruxellois internationaux eux-mêmes.

En tant que Bruxellois internationaux, nous demandons au Gouvernement et au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- › D'accuser bonne réception de notre manifeste ;
 - › De prendre dûment note de nos propositions politiques ;
 - › Pour celles liées à des questions actuellement en discussion au Gouvernement ou au Parlement, de prendre en compte nos recommandations dans vos débats ;
 - › Pour les sujets ne faisant actuellement pas l'objet de discussions, mettre d'urgence ces questions à l'ordre du jour ;
 - › De nous tenir informés via commissioner.brussels.
-

**En vous remerciant sincèrement pour votre considération,
La communauté internationale de Bruxelles**



WWW.BRUSSELSVOICE.COMMISSIONER.BRUSSELS

À l'initiative du
Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
BRUSSELS CAPITAL-REGION

Ce rapport est publié par :



commissioner
.brussels 
europe & international

Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles
T.: +32 (0)2 430 66 00
info@commissioner.brussels - www.commissioner.brussels

Editeur responsable :
Alain HUTCHINSON, Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles